

Le vieux Chippis.

(Suite.)

Mais encore une fois, de qui dépendait ce coin de terre ? Un événement de l'histoire suisse nous fournira l'occasion de nous fixer à ce sujet. Le Valais prit part en 1531 à la guerre de Cappel contre les protestants. Ses 1500 hommes arrivèrent sans doute un jour après la bataille, à cause d'un malentendu ; mais ils contribuèrent ensuite à l'achèvement de la victoire et obtinrent leur part aux trophées. Pour couvrir les frais de l'expédition, la diète ordonna une taille proportionnée aux biens de chacun, que l'on évaluerait expressément pour la circonstance. Et naturellement chaque unité de juridiction devait se charger des taxations et des recouvrements. Laquelle allait s'occuper de Chippis, la châteltenie d'Anniviers, celle de Sierre ou la vice-châteltenie, métralie de Chalais-Vercoren ? La première et la dernière entrèrent en conflit. Les Chalésards obtinrent d'inviter à venir déclarer et payer leur contribution tous les possesseurs de terrains dans la commune sœur dont ils fixaient ainsi les limites au levant et au sud : Partant de la chapelle de S. Félix sur la colline de Géronde, sa ligne de démarcation aurait traversé le Rhône, passé par une grande pierre près du chemin public qui conduisait à Loèche par Finges, de là serait montée à Pierre Lechy en Terre rousse pour se diriger ensuite directement sur le rocher de Ricard. Chippis faisait partie de leur paroisse et ils avaient ainsi bien des raisons pour le comprendre dans leur ressort. Mais ils y trouvèrent attelés à la même besogne les Anniviards qui avaient aussi leurs motifs d'agir ; car les habitants de la petite localité

étaient presque tous de leur vallée, et il n'y en avait point qui n'appartinssent déjà à une autre commune. Ce village ressemblait alors à ceux de Noës, de Villa, de Mura, de la Zarvetta actuellement. Les nôtres y descendaient une partie de l'année ; quelques-uns ne remontaient plus. Quoi de plus naturel que d'étendre le territoire aux gens de même famille, avec qui on partage par moments la juridiction ? Ne pouvant nier certaines limites alléguées par leurs antagonistes, ils prétendirent que celles du midi n'allaient pas aussi loin. Jamais, en effet, on ne les avait arrêtées de ce côté-là, et ils se croyaient avoir beaucoup de marge pour les refouler. Ils souhaitaient du reste en tracer de sûres. Ils obtinrent même un décret en ce sens. Mais ceux de Vercoren et Challais en appelèrent, contestant la nécessité d'une détermination plus grande des confins, puisqu'il ne s'agissait pas de taxer les biens en Anniviers, disaient-ils ironiquement, comme si leurs indications s'appuyaient sur des actes, supposition rejetée par l'adversaire.

L'évêque, à qui on déféra la question, nomma quatre hommes pour visiter les lieux et assigna aux parties trois mois pour produire preuves et contre-preuves. Les Anniviards commencèrent par exposer leur point de vue. Exhibant quelques écrits sur papier, ils affirmèrent être en droit de prélever la taille à Chippis depuis 10, 20, 30, 40, 50 ans et au-delà de mémoire d'homme, lors d'un besoin général de la patrie valaisanne, sans l'aide ou l'intervention d'une autre communauté au sujet des mêmes biens que la croyance publique estimait appartenir à sept feux seulement, et ils demandèrent à se maintenir dans leur possession, à pouvoir exiger des dits terriens leur contribution aux travaux communs de la vallée et aux tractations par rapport au reste du pays. Ceux de Chalais-Vercoren trouvèrent ces assertions imprécises, puisqu'on ne disait pas quels étaient ces sept feux ni à quel titre on les réclamait. Quant à la prescription invoquée de 40 ans et plus, le contraire plutôt apparaissait de l'union des églises en une seule paroisse.

Adrien I de Riedmatten, prenant avec lui huit notables comme assesseurs, se rendit à Géronde pour instruire la cause. Là, les Chalésards présentèrent des preuves solides, attestant que Chippis avait toujours appartenu à leur métralie, laquelle y recouvrait les tailles générales, et ils en montrèrent les quittances, la première à propos du concordat passé avec les Bernois par Thomas Partiteur, bailli du Valais pour André de Gualdo, signée d'Ambroise de Puldo, notaire, le 3 avril 1424, la seconde pour les vivres fournis aux châteaux de la Mense épiscopale de Sion par les agents du duc de Savoie, à raison de 8 sols par feu, signée d'Uldricus de Comba, notaire, le 8 septembre 1426. En troisième lieu, il avait été défini par Guichard de Rarogne, bailli du Valais, que ceux de Luc ne pouvaient aller de leur propre volonté prendre des gages chez quelque habitant de Chippis, sans un mandat de l'officier du lieu ou du métral soit châtellain de Chalais, comme on s'en rend compte par un écrit délivré le 1^{er} mai 1411. On voit en même temps de quelle juridiction le village dépendait. Pour en certifier les limites, les Chalé-

sards produisirent un examen de témoins fait dans le courant de l'année par le notaire Angelin de Mellis, et il résultait des diverses réponses que la ligne de démarcation passait réellement par Pierre Léchy en Terre rousse. Les Anniviards firent remarquer qu'en somme les confins prétendus n'étaient pas tous démontrés, ni l'indivisibilité territoriale. Or le différend portait sur ces points, non sur la juridiction qu'ils croyaient appartenir à Sierre. Pour prouver leurs droits sur les sept feux, ils présentèrent aussi des dépositions recueillies par les notaires Antoine Tagniodi et François Emeri.

Au vu de ces pièces contradictoires, l'évêque convoqua les parties pour le samedi suivant, heure des vêpres, au château de la Majorie à Sion, et là elles auraient à choisir entre la voie d'une entente amiable et celle de se soumettre à sa sentence définitive. Y comparaisant donc le 10 juillet 1535, elles se prononcèrent pour la seconde. Alors Sa Grandeur trancha la question de la sorte :

« On a suffisamment prouvé que le territoire de Chippis, dépendant juridictionnellement de la châteltenie de Sierre et de ses subalternes, s'étend jusqu'à une ligne qui part de la chapelle de saint Félix à Géronde, passe par une grosse pierre proche du Rhône et de la route de Finges-Loèche, puis monte jusqu'à Pierre Leschy (rocher angulaire, sous Beauregard, lèché par le chemin) : de là Nous ordonnons qu'elle descende directement jusqu'à la Navisence par la paroi d'un rocher ; mais Nous ne reconnaissons aucun droit aux Anniviards sur les sept feux, ni sur les tailles de la localité en général dont Nous attribuons tout le soin à ceux de Chaley-Vercoren, condamnant les perdants aux deux tiers des frais, et les acteurs à l'autre tiers, parce qu'ils n'ont pas pu démontrer que depuis Pierre Leschy la limite du sud se dirigeât immédiatement sur le rocher de Ricard. » (Chippis, C. 16.).

Cette sentence concorde avec les indications du registre d'actes transcrits à la chancellerie capitulaire de 1298 à 1314 et conservés aux archives cantonales, lesquels font souvent commencer la vallée d'Anniviers, sur la rive droite, à Pierre Leschy, et une fois au moins, sur la rive gauche, au creux de Crouja (R. p. 304, N° 1). Rien de plus naturel que de mettre la Navisence de moitié entre les deux versants, et comme les habitations des Chippillards se trouvent du côté occidental, ils ont à payer les contributions en conséquence. On ne parle pas de la juridiction sur laquelle on affectait de ne pas discuter, bien qu'elle fût au fond du litige. On se contente de dire en passant qu'elle appartient à la châteltenie de Sierre et à ses subalternes, parmi lesquels se range la vice-châteltenie de Chalais. Les gens de Chippis se tournaient volontiers vers le nord comme plus proche pour soumettre leurs différends. Sur leur règlement, de 1518, ils firent apposer le sceau du magistrat de Sierre, et ils y citaient son officier Jean Perretan, dit Chaneyaz, espèce de Sauthier ou juré que sans doute ils avaient élu eux-mêmes ; pendant que personne ne réclamait, on les laissait faire. Mais le moment viendra, en 1618, où cette ambiguïté donnera lieu à un procès, et comme conclusion, on

les comprendra dans le ressort immédiat de Chalais. Si son vice-châtelain ne pouvait fonctionner comme intéressé, on s'adressait au châtelain de Sierre, et s'il fallait récuser tous les deux, on portait la cause au tribunal de l'évêque. Le cas se présenta à propos de l'île sierroise au midi du Rhône, dont les communes d'alentour avaient acheté le pâturage. On paraissait l'avoir oublié vers 1550, et on se disputa longtemps devant sa Grandeur. En fin en 1563, on attribua l'herbe à Chippis et Chalais, le bois par contre et les autres produits à Sierre et on plaça la limite territoriale au sommet de la colline insulaire, maintenant disparue. (Chippis, C. 2).

E. Zufferey.
